



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Quarante-neuvième session

11-15 mai 2026

EMPLOI DE LA MENTION DU PAYS DE RÉCOLTE EN PLUS DE LA DÉCLARATION OBLIGATOIRE DU PAYS D'ORIGINE SUR LES ÉTIQUETTES D'ÉPICES

(Préparé par le groupe de travail électronique présidé par le Canada et l'Iran et coprésidé par l'Inde et Madagascar)

INTRODUCTION

1. L'utilisation du pays de récolte (COH) dans l'étiquetage des épices fait l'objet de discussions depuis plusieurs années au sein de plusieurs comités du Codex.
2. À la suite de l'approbation de ces travaux lors de la 40^e session de la Commission du Codex Alimentarius (CAC40), le Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH) a entrepris l'élaboration de sept normes relatives aux épices. Aux étapes 5/8 (pour l'ail séché) et 5 (pour l'origan, le basilic, le gingembre, les clous de girofle et le safran), les dispositions d'étiquetage proposées dans ces six projets de normes du CCSCH ont été transmises au Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL) en vue de leur confirmation.
3. Le CCFL45 (2019) a examiné les dispositions d'étiquetage concernant le "pays d'origine/pays de récolte" dans les normes susmentionnées du CCSCH.
4. CCFL45 n'a pas approuvé ces dispositions, estimant que l'expression « pays d'origine/pays de récolte » ne permettait pas de déterminer clairement si les deux informations devaient être déclarées ou si une seule suffisait. CCFL45 a donc renvoyé les dispositions relatives au pays d'origine/pays de récolte au CCSCH pour un examen approfondi, et ce, pour l'ensemble des six normes. CCSCH5 (2021), les dispositions d'étiquetage des six normes ont été examinées de manière globale. Le Comité a convenu de maintenir les deux indications dans les normes, tout en séparant « pays d'origine / pays de récolte » en deux dispositions distinctes et clairement formulées : le pays d'origine devant être déclaré obligatoirement, et le pays de récolte demeurant facultatif. Le CCSCH5 a également décidé que ces dispositions pourraient être réexaminées individuellement dans chaque norme, au besoin. Le CCSCH a convenu d'informer le CCFL de ces décisions.
5. CCSCH5 a également examiné individuellement les six normes et a convenu d'en transmettre cinq — celles portant sur l'origan, le gingembre, le basilic, la noix de muscade et les clous de girofle — à la CAC pour adoption à l'étape 8. Il a aussi convenu de transmettre au CCFL46 (2021) les dispositions d'étiquetage correspondantes, à savoir l'obligation de déclarer le **pays d'origine** et la possibilité de déclarer, de façon facultative, le **pays de récolte**. En ce qui concerne le safran, CCSCH5 n'a pas pu parvenir à un consensus sur les dispositions relatives au pays d'origine et au pays de récolte. Cette question fut donc renvoyée à l'étape 6 pour discussion supplémentaire et n'a pas été transmise au CCFL46 pour confirmation.
6. CCFL46 a approuvé les dispositions d'étiquetage figurant dans les cinq projets de normes concernant l'origan, le gingembre, les clous de girofle, le basilic et la noix de muscade, tous à l'étape 8, prévoyant l'obligation d'indiquer le pays d'origine et la possibilité d'indiquer, de manière facultative, le pays de récolte.
7. CCSCH6 (2022), le Comité a poursuivi ses discussions sur l'étiquetage du pays d'origine et du pays de récolte pour la norme sur le safran. Les opinions divergeaient quant au caractère obligatoire ou facultatif

de la déclaration du pays de récolte. Tenant compte de ces divergences ainsi que des décisions antérieures du Comité, le président du CCSCH a proposé de maintenir les dispositions d'étiquetage telles que recommandées par le groupe de travail électronique (GTE), ce qui rendrait la déclaration du pays de récolte obligatoire. Le CCSCH6 a approuvé la proposition en notant qu'il existait un appui général pour la déclaration obligatoire du pays de récolte. Trois délégations ont exprimé des réserves. CCSCH6 a néanmoins décidé de transmettre la norme pour adoption à l'étape 8 et pour confirmation par le CCFL et le Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS).

8. CAC45 (2022) a ensuite adopté la norme relative au safran à l'étape 8, sous réserve de la confirmation par le CCFL des dispositions concernant l'étiquetage du pays d'origine et du pays de récolte. Deux membres ont exprimé des réserves lors de la CAC45, faisant valoir que l'exigence de déclarer obligatoirement le pays de récolte allait à l'encontre de l'avis que le CCFL avait précédemment transmis au CCSCH.
9. Il a été demandé au CCFL47 (2023) d'approuver les dispositions d'étiquetage concernant le pays d'origine et le pays de récolte dans le projet de norme du safran séché. Des opinions divergentes ont une fois de plus été exprimées par les membres sur cette question, tant en faveur qu'en défaveur de l'étiquetage obligatoire du pays de récolte.
10. Le CCFL47 a convenu de renvoyer les dispositions relatives au pays d'origine et au pays de récolte au CCSCH pour un réexamen, et a demandé au Comité de clarifier la distinction entre ces deux notions, de fournir les justifications pour lesquelles la déclaration du pays de récolte devrait être obligatoire, ainsi que d'expliquer en quoi une telle exigence contribuerait à la prévention de la fraude.
11. CCSCH7 (2024), le Comité a examiné la demande du CCFL et a élaboré une réponse à son intention. Celle-ci indiquait que la définition du « **pays d'origine** » figurant dans la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) est généralement large et, à ce titre, applicable à toutes les denrées alimentaires. CCSCH7 a également noté que le Codex ne comporte pas de définition du terme « **pays de récolte** », mais que le glossaire des termes, élaboré par le Comité pour faciliter ses travaux, inclut une définition du terme « récolte ». Dans sa réponse au CCFL, le CCSCH a aussi souligné que, même si le pays d'origine et le pays de récolte coïncident pour de nombreuses herbes et épices, il s'agit de deux notions distinctes.
12. CCFL48 (2024) a examiné la réponse du CCSCH ainsi que la demande de confirmation des dispositions d'étiquetage pour le safran séché. CCFL48 n'est pas parvenu à un consensus concernant l'obligation de déclarer le pays de récolte et a donc renvoyé la question au CCEXEC87 (2024) et à la CAC47 (2024) pour examen.

MANDAT

13. Afin de favoriser la recherche d'une solution, CAC47, tenue en novembre 2024, a demandé au Secrétariat du Codex d'envoyer une lettre circulaire (CL) aux membres et aux observateurs afin de recueillir des propositions visant à résoudre la question de l'utilisation du pays de récolte dans l'étiquetage des épices, tout en tenant compte des préoccupations exprimées par plusieurs membres du Codex. CAC47 a également demandé la création d'un groupe de travail électronique (GTE), sous l'égide du CCFL, chargé des tâches suivantes :
 - de trouver des solutions éventuelles qui tiennent compte des points de vue des membres concernant la mention du pays de récolte en plus de la déclaration obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes d'épices, notamment le safran et la vanille;
 - d'étudier les possibilités relatives à la définition du pays de récolte et de réfléchir à ce qui la différencie de celle du pays d'origine;
 - de déterminer si des éclaircissements sont nécessaires quant à l'application des dispositions d'étiquetage.
 - de préparer un rapport aux fins de son examen par le CCFL à sa 49e session.
15. La liste des participants à ce groupe de travail est fournie à l'annexe II.

PARTICIPATION ET MÉTHODOLOGIE

16. La lettre circulaire **CL 2025/07-FL** a été transmise en février 2025 à l'ensemble des membres et observateurs, avec une date limite fixée au 31 mai 2025. Son objectif était de recueillir des pistes de solution potentielles concernant l'utilisation du pays de récolte (COH) dans l'étiquetage des épices. La CL 2025/07-FL a reçu 23 réponses, provenant de 19 membres, une organisation membre et trois organisations observatrices. Les réponses à la lettre circulaire CL 2025/07-FL sont disponibles via ce [lien](#). Un résumé des réponses à la lettre circulaire CL 2025/07-FL figure à l'annexe I.
17. Sur la base des réponses à la lettre circulaire CL 2025/07-FL, le document de consultation destiné au groupe de travail électronique (GTE) a été transmis aux membres du GTE le 7 octobre 2025. Ce document présentait : un résumé des réponses reçues à la CL 2025/07-FL; identifiait les différentes options à examiner par les membres du GTE; et proposait les questions clés devant faire l'objet d'une analyse plus approfondie. Ces réponses de la consultation, de même que les informations issues de la lettre circulaire CL 2025/07-FL et des discussions antérieures au sein du CCSCH, du CCFL et de la CAC47, constituent la base de l'analyse et des recommandations présentées dans le présent rapport du GTE.

ANALYSE DES DISCUSSIONS

18. Les informations recueillies à partir des réponses à la lettre circulaire CL 2025/07-FL, des commentaires reçus formulés au sein du GTE et des discussions précédentes au sein du Codex ont fourni une bonne base pour comprendre cette question et explorer les options possibles pour y remédier.
19. Les membres et les observateurs s'accordent globalement sur l'importance de la transparence, de la traçabilité, de la prévention de la fraude, de l'information des consommateurs, de l'étiquetage précis et de la cohérence avec la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985). Les questions spécifiques posées à la fois dans la lettre circulaire et au GTE ont permis d'identifier trois problèmes clés en matière d'étiquetage qui ont une incidence sur les discussions relatives à l'étiquetage du pays de récolte:
 - a) Interprétation et application incohérentes de l'étiquetage du pays d'origine;
 - b) Manque de précision dans les textes du Codex concernant les mélanges d'épices du même type provenant de différentes origines;
 - c) Intérêt de certains membres pour l'utilisation de l'étiquetage à des fins de commercialisation sur la base des qualités ou des caractéristiques associées à l'origine.
20. Ces enjeux clés constituent les « problèmes à résoudre » fondamentaux par le CCFL, puisqu'ils représentent les domaines sous-jacents où il existe un manque de clarté ou d'harmonisation dans la compréhension des enjeux d'étiquetage, ainsi que les raisons motivant l'intérêt pour l'indication du pays de récolte. Les résultats du GTE indiquent que ce sont ces domaines qui devraient orienter les discussions et l'élaboration d'options par le Comité. Plusieurs questions du CL et du GTE portaient sur des thèmes similaires. Par conséquent, le résumé ci-après ne traite pas chaque question du CL ou du GTE individuellement, mais regroupe plutôt les principaux thèmes qui en sont ressortis.
21. Les trois enjeux clés énumérés ci-dessus sont examinés plus en détail ci-bas. D'autres enjeux — notamment ceux liés à l'application, à la traçabilité, à la sécurité ou encore au commerce — sont présentés conjointement, puisqu'ils ne relèvent pas directement du domaine de compétence du CCFL et ne portent pas spécifiquement sur l'étiquetage.
 - a) Interprétation et application incohérentes de l'étiquetage du pays d'origine.**
22. Afin de mieux comprendre pourquoi certains membres estiment que l'indication du pays d'origine ne suffit pas pour l'étiquetage de certaines épices et herbes culinaires, la CL 2025/07-FL a invité les membres et les observateurs à se prononcer sur les situations dans lesquelles la transformation des épices pourrait en modifier la nature. Les présidents et coprésidents du groupe de travail reconnaissent que cette question visait à éclaircir les cas où le pays d'origine des épices et herbes culinaires pourrait différer du pays où elles ont été récoltées, ce qui pourrait expliquer pourquoi certains membres souhaitent que l'étiquetage du pays de récolte s'ajoute à l'étiquetage obligatoire du pays d'origine.
23. La *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) (GSLPF), section 4.5, pays d'origine, stipule que:

«Lorsqu'une denrée alimentaire subit dans un deuxième pays une transformation qui en change la nature, le pays où cette transformation est effectuée doit être considéré comme étant le pays d'origine aux fins de l'étiquetage».

24. La norme CXS 1-1985 ne décrit pas ce qu'est un « changement de nature ». Elle ne contient pas non plus de disposition relative au pays de récolte.
25. En réponse à la lettre circulaire, les membres et les observateurs ont souligné que l'absence d'une compréhension uniforme des processus pouvant modifier la nature des denrées alimentaires — et donc leur pays d'origine aux fins de l'étiquetage — entraîne une application incohérente de l'exigence relative au pays d'origine. Ils ont également indiqué que cette application inadéquate ou abusive du concept actuel de pays d'origine constitue un problème récurrent, conduisant dans certains cas à des déclarations d'origine trompeuses ou frauduleuses.
26. Les membres et les observateurs ont généralement reconnu que la détermination du pays d'origine aux fins de l'étiquetage dépend du fait que la transformation effectuée dans un second pays modifie ou non la nature de la denrée alimentaire. Ils sont également, de manière générale, convenus que:
- les opérations telles que le tri, le calibrage et l'emballage ne seraient pas considérées comme modifiant la nature de la denrée alimentaire. Dans ces cas, le pays d'origine serait le même que le pays de récolte, même si, par exemple, le tri était effectué dans un deuxième pays.
 - les types de traitements suivants modifieraient la nature d'une denrée alimentaire, puisqu'ils aboutissent à de nouveaux produits, dotés d'une identité et d'un nom différents et ne relevant plus des normes du CCSCH :
 - l'extraction dans le cas de la vanille;
 - l'ajout d'ingrédients à la gousse de vanille pour produire des extraits, des sirops ou des concentrés de vanille;
 - les mélanges de différentes épices donnant lieu à une nouvelle denrée alimentaire (un mélange d'épices).
27. Malgré un large consensus sur la notion de « changement de nature » telle que décrite ci-dessus, les réponses à la lettre circulaire ont montré que les avis étaient partagés quant à savoir si les processus suivants entraînaient une modification de la nature d'une denrée alimentaire, notamment:
- le séchage;
 - la fermentation (dans le cas de la vanille);
 - le broyage - ce processus a été reconnu par la plupart des répondants comme un changement des caractéristiques physiques, mais les avis divergeaient quant à savoir s'il s'agissait d'un changement de nature.
28. La consultation du GTE a résumé les conclusions tirées des réponses des membres à la CL, puis a formulé des questions visant à confirmer que le rapport reflétait correctement les points d'accord et de divergence concernant la notion de « changement de nature ». En réponse à cette consultation, les membres ont généralement indiqué que le résumé présenté rendait fidèlement compte des convergences et divergences identifiées. Ils ont également largement souligné qu'une compréhension harmonisée de la « changement de nature » est essentielle pour résoudre les discussions relatives à l'étiquetage, assurer une application cohérente des exigences relatives au pays d'origine dans la GSLPF (CXS 1-1985) et favoriser une prise de décision plus uniforme au sein du CCSCH.
29. Compte tenu de l'accord général des membres du GTE sur la pertinence du « changement de nature » pour clarifier les dispositions en matière d'étiquetage, le GTE a ensuite proposé des options pour y parvenir. Les options proposées comprenaient l'élaboration par le CCFL de directives supplémentaires sur ce qui modifierait la nature des denrées alimentaires et donc le pays d'origine aux fins de l'étiquetage, ou la fourniture par le CCFL de conseils au CCSCH pour soutenir l'élaboration de directives dans ses textes. D'autres options ou idées ont également été demandées.
30. Il y a eu des avis partagés quant à la meilleure façon de clarifier la notion de « changement de nature ». Certains appuyaient l'élaboration par le CCFL de lignes directrices générales applicables à tous les aliments. D'autres mettaient en garde que cela pourrait élargir inutilement la portée des travaux, avoir des conséquences imprévues sur d'autres produits, et suggèrent plutôt que le CCSCH et les autres comités sectoriels disposent de l'expertise nécessaire concernant les procédés qui influencent la nature de leurs produits respectifs. Quelques délégations ont proposé une approche hybride qui tiendrait compte de

l'expertise propre à chaque comité et éviterait les conflits ou les chevauchements, par exemple en demandant au CCFL d'identifier les principes généraux et les implications en matière d'étiquetage pour assurer la cohérence avec le GSLPF (CXS-1-1985), tandis que le CCSCH définirait ce qui constitue un « changement de nature » dans le contexte des épices. Il convient de noter que certaines informations confirmées par le biais de la CL et du GTE permettent déjà d'apporter des précisions quant à savoir si certaines étapes de transformation entraînent un changement de nature (par exemple emballage, tri, extraction).

31. Certains membres ont suggéré que le CCSCH pourrait tirer profit d'ateliers de renforcement des capacités ou d'événements parallèles afin d'améliorer la compréhension des textes horizontaux du Codex qui s'appliquent à tous les aliments. Par exemple, un atelier sur l'étiquetage pourrait présenter des orientations faisant autorité sur l'application des textes du CCFL à la question de l'étiquetage d'origine des épices de grande valeur. D'autres possibilités incluent des ateliers sur les dispositions clés des textes du CCFL, tels que le GSLPF (CXS-1-1985) et les *Directives générales concernant les allégations* (CXG 1-1979), ainsi que les textes du CCFICS, tels que les orientations sur la traçabilité et la fraude alimentaire. Un membre a rappelé l'utilité de sessions similaires organisées par le Secrétariat du Codex sur les textes du CCFA au sein des comités de produits.
32. Un membre a suggéré que le CCFL pourrait fournir des orientations ciblées à partir de ses textes existants pour que le CCSCH les applique aux épices de grande valeur pour lesquelles il pourrait exister des problèmes ou des préoccupations en matière d'étiquetage. Par exemple, le « pays d'origine » est actuellement défini dans le GSLPF (CXS-1-1985), l'étiquetage frauduleux n'est pas autorisé et, bien que le pays de récolte ne soit pas défini dans les textes du CCFL, il peut être reconnu comme une allégation, pour laquelle le CCFL dispose déjà de directives (CXG 1-1979). Les présidents et coprésidents du GTE notent que cette idée pourrait aider à définir ce à quoi pourrait ressembler le résultat du CCFL sur ce point de l'ordre du jour.
33. En lien avec l'examen de la notion de « changement de nature », la consultation menée auprès du GTE a également présenté différentes options et sollicité l'avis des membres concernant l'étiquetage lorsque le pays de récolte est identique ou différent du pays d'origine. Parmi ces options figurait la possibilité que le CCSCH définisse le terme « pays de récolte » pour les épices et les herbes culinaires, tandis que le CCFL élaborerait des directives d'étiquetage précisant les exigences lorsque le pays de récolte coïncide ou non avec le pays d'origine.
34. Les avis divergeaient quant à la nécessité de définir le terme « pays de récolte ». Plusieurs membres du GTE ont estimé qu'une telle définition n'était pas requise, soulignant que la notion de « récolte » est déjà définie, employée dans l'ensemble des normes du CCSCH et généralement bien comprise. D'autres membres ont toutefois indiqué qu'une définition pourrait être utile. L'un d'eux a précisé que la difficulté ne résidait pas tant dans la signification du terme « pays de récolte » que dans l'absence d'une compréhension commune du moment où le pays d'origine cesse d'être le pays de récolte.
35. Les membres du groupe de travail ont émis des commentaires divergents quant à l'intérêt pour le CCFL de fournir des orientations sur l'étiquetage lorsque le pays de récolte est différent du pays d'origine. Certains estiment que des orientations pourraient être utiles pour distinguer les deux, tandis que d'autres ont souligné que ces produits auraient subi un changement de nature et que, dans ce cas, l'application de la section 4.5.2 du GSLPF serait claire.
36. De nombreux membres ont appuyé l'idée que le CCFL clarifie les exigences d'étiquetage lorsque le pays de récolte et le pays d'origine d'une épice ou d'une herbe culinaire sont identiques. Certains ont précisé que, dans ces cas, une seule mention suffit sur l'étiquette, par exemple : « Produit de (nom du pays) ». Les membres du GTE ont également fourni des exemples concrets illustrant cette situation. L'un d'eux a expliqué que le safran est un produit hautement périssable et que son séchage doit être effectué immédiatement après la récolte ; par conséquent, le pays de récolte et le pays d'origine coïncident, ce qui devrait être reflété dans la norme pertinente. Un autre pays producteur a indiqué que la fermentation et le séchage de la vanille — étapes essentielles qui modifient la nature fondamentale de la gousse — se déroulent généralement dans le pays de récolte, selon des méthodes traditionnelles, ce qui fait là aussi coïncider pays d'origine et pays de récolte. D'autres membres du groupe de travail n'ont toutefois pas soutenu la proposition visant à ce que le CCFL élabore des orientations pour ces cas, estimant que cela serait inutile ou redondant.
37. Au cours des consultations, un consensus général s'est dégagé sur le fait que, dans le cas du safran, le pays d'origine est le même que le pays de récolte. Un membre a proposé que cette question soit traitée

dans la norme Codex relative au safran séché, avec une note de bas de page précisant qu'aux fins de l'étiquetage, le pays d'origine est le pays de récolte.

b) Manque de précision dans les textes du Codex concernant les mélanges d'épices du même type provenant de différentes origines

38. Les commentaires soumis en réponse à la CL ont indiqué que le mélange d'une même épice provenant de plusieurs pays soulève des enjeux particuliers en matière d'étiquetage de l'origine. Par exemple, un seul produit préemballé de safran séché peut contenir du safran récolté dans deux pays différents. Plusieurs réponses ont souligné que cette situation peut créer un risque accru de fraude ou d'indications trompeuses sur l'origine, puisque ces produits sont parfois commercialisés comme provenant d'un seul pays.
39. À la lumière de ces commentaires, le groupe de travail a demandé aux membres si les directives du Codex étaient suffisantes en ce qui concerne l'étiquetage d'un seul type d'épice mélangée provenant de plusieurs origines. De nombreux membres ont souligné qu'il existait une lacune dans les textes actuels sur l'étiquetage du pays d'origine. Certains estiment que les exigences générales existantes sont adéquates ou, à tout le moins, n'empêchent pas l'indication de multiples origines lorsque cela s'applique. Toutefois, un consensus général se dégage quant au fait que les textes du Codex ne traitent pas explicitement de l'étiquetage des mélanges d'un même aliment provenant de plusieurs origines. Plusieurs membres ont également noté que cette lacune ne se limite pas aux épices : d'autres produits alimentaires peuvent aussi être mélangés avant emballage, tels que le miel ou les céréales, tout en provenant de différentes origines. Compte tenu de cette portée plus large, certains membres ont suggéré que le CCFL était l'organe le mieux placé pour aborder cette question de manière globale.
40. À partir de ces réponses, ainsi que des commentaires antérieurs soulignant que cette lacune représente un risque potentiel de fraude ou d'étiquetage trompeur, il apparaît que ce domaine pourrait permettre de résoudre certaines des questions sous-jacentes qui ont mené aux discussions sur le pays de récolte. Parmi les suggestions formulées par le GTE figurait l'examen éventuel de nouveaux travaux au sein du CCFL visant à apporter des précisions à la GSLPF (CXS 1-1985) concernant l'étiquetage des mélanges d'un même type d'aliment provenant de plusieurs origines, en notant que ces précisions s'appliqueraient à l'ensemble des denrées alimentaires. Le CCFL pourrait également fournir des orientations au CCSCH sur la manière d'étiqueter ces épices tout en demeurant conforme à la GSLPF (CXS 1-1985).
41. Il convient par ailleurs de souligner que les mélanges composés de différentes épices — par exemple un mélange de safran et de paprika — ne relèvent pas de la norme Codex sur le safran séché ou des autres normes du CCSCH. Ces produits ne sont donc pas concernés par les présentes discussions et demeurent assujettis aux exigences horizontales d'étiquetage de la GSLPF (CXS 1-1985), aux *Directives générales concernant les allégations* (CXG 1-1979), ainsi qu'aux autres normes Codex pertinentes.

c) Intérêt de certains membres pour une mise en marché axée sur les attributs liés à l'origine

42. Certaines observations soumises en réponse à la CL ont mis en avant l'intérêt de recourir à l'étiquetage du pays de récolte comme moyen de valoriser des produits provenant de régions réputées ou particulièrement recherchées. D'autres commentaires ont rappelé que les allégations et informations volontaires demeurent possibles, pourvu qu'elles soient véridiques et non trompeuses.
43. À la lumière de ces contributions, le groupe de travail a invité les membres à se prononcer sur l'outil le plus approprié pour répondre à l'intérêt de promouvoir des denrées alimentaires issues de pays ou de régions spécifiques, ainsi que sur la mesure dans laquelle cette question relève du mandat du Codex.
44. De nombreux membres ont indiqué que la promotion d'aliments issus de pays, de régions ou de traditions particulières à des fins économiques ne relevait pas du mandat du Codex, lequel porte sur la sécurité sanitaire des aliments et les pratiques commerciales loyales. Ils ont souligné que la mise en avant de produits provenant de régions spécifiques ne servait pas l'intérêt public et que l'étiquetage volontaire — pour autant qu'il soit véridique et non trompeur — constituait l'approche appropriée. Néanmoins, certains membres ont exprimé leur appui à l'étiquetage obligatoire du pays de récolte comme outil de promotion de produits issus de régions particulières. Plusieurs délégations ont fait remarquer que cette question relevait davantage des indications géographiques (IG) ou d'autres systèmes volontaires de propriété intellectuelle que de l'étiquetage obligatoire visant à valoriser des denrées provenant de régions spécifiques. Elles ont ajouté que ces enjeux étaient mieux traités dans le cadre de régimes nationaux ou régionaux, ou encore par des organisations internationales autres que le Codex.

45. En ce qui concerne l'étiquetage volontaire du pays ou de la région de récolte, ou l'indication volontaire d'autres informations telles que le lieu d'emballage/de conditionnement ou de mélange d'un aliment, les membres ont rappelé que ces déclarations sont assujetties aux *Directives générales concernant les allégations* (CXG 1-1979). Les commentaires du GTE ont également souligné que les allégations volontaires offrent la flexibilité nécessaire pour mettre en valeur des caractéristiques particulières des régions de production ou d'autres attributs spécifiques.
46. Un membre du GTE a ajouté que le recours aux indications géographiques (IG) ou à des systèmes similaires, combiné aux normes du Codex relatives à l'étiquetage loyal et exact, constitue une approche efficace pour promouvoir des denrées alimentaires associées à un pays ou à une région donnée.

Autres thèmes

47. Outre les trois principaux enjeux d'étiquetage mis en évidence dans les réponses à la lettre circulaire et dans les travaux du groupe de travail, plusieurs autres thèmes ont également été soulevés. Il s'agit notamment des suivants :
- Les défis liés à la mise en œuvre d'un étiquetage exact de l'origine, attribuables notamment à l'application incohérente du concept de pays d'origine, à l'absence de méthodes analytiques permettant de vérifier l'origine, ainsi qu'aux risques de fraude intentionnelle. Les commentaires recueillis au sein du groupe de travail ont généralement reconnu que de plus grandes précisions quant à l'application du pays d'origine contribueraient à une mise en œuvre plus efficace, cohérente et transparente. Toutefois, ils ont aussi convenu que ces clarifications ne suffiraient pas à elles seules à résoudre les problèmes de fraude intentionnelle ni ceux découlant de l'absence de méthodes analytiques.
 - L'existence de textes du CCFICS qui soutiennent la prévention de la fraude, l'importation, l'exportation et la traçabilité, notamment :
 - *Projet de directives sur la prévention et le contrôle de la fraude alimentaire* (actuellement en cours d'élaboration),
 - *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CXG 47-2003),
 - *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006) (actuellement en cours de révision),
 - *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques* (CXG 38-2001),
 - *Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires* (CXG 20-1995), et
 - *Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CXG 26-1997).
48. Les membres qui ont répondu à la consultation du groupe de travail ont généralement reconnu les rôles distincts du CCFICS et du CCFL, ainsi que l'importance de la sensibilisation et de l'utilisation de tous les textes horizontaux du Codex par tous les membres.
- Le lien entre la traçabilité jusqu'à l'origine et les enjeux potentiels de santé et de sécurité, notamment dans les situations où une gestion efficace des risques alimentaires dépend de la capacité à retracer un produit jusqu'à son origine.
49. Le groupe de travail a reconnu l'importance de ces questions et le rôle de la prévention de la fraude, de la traçabilité et de l'application de la loi dans la prévention et l'atténuation des pratiques déloyales dans le commerce des denrées alimentaires, y compris l'utilisation abusive des déclarations d'origine. Les textes du CCFICS, en particulier, peuvent être utiles au CCSCS lorsqu'il examine la manière dont le Codex traite plus largement la prévention de la fraude et la traçabilité. Toutefois, ces questions ne relèvent pas du CCFL et ne feront donc pas l'objet des options potentielles élaborées par le CCFL.

CONCLUSIONS :

50. À la lumière des commentaires soumis en réponse à la CL et des discussions tenues au sein du GTE, qui ont examiné diverses questions, options et considérations, les principales questions d'étiquetage qui alimentent les discussions sur le pays de récolte sont les suivantes :

- Étiquetage incorrect, trompeur ou frauduleux de l'origine des épices, résultant:
 - d'une interprétation et d'une application incohérentes de l'étiquetage du pays d'origine;
 - du manque de précision des textes du Codex concernant les mélanges d'épices du même type provenant de différentes origines;
 - de l'intérêt de certains pays producteurs pour l'utilisation de l'étiquetage afin de promouvoir les qualités régionales ou nationales des épices et des herbes culinaires.
51. D'autres questions liées à l'application de la loi, à la prévention de la fraude, au commerce d'importation et d'exportation et à la traçabilité ont également été examinées par le CL et le GTE. Cependant, comme elles ne sont pas spécifiquement liées à l'étiquetage, elles ne feront pas l'objet des efforts du CCFL. Les clarifications du CCFL concernant l'étiquetage soutiendront l'application des différents outils qui existent dans d'autres textes du Codex.
52. Bien que les suggestions concernant les approches les plus appropriées pour traiter les questions d'étiquetage mentionnées ci-dessus aient été variées, les discussions menées au sein du groupe de travail ont permis de dégager des convergences et de clarifier l'application des dispositions du Codex relatives à l'étiquetage aux épices et aux herbes culinaires. Il a également été suggéré qu'une approche globale pour répondre à ces enjeux consisterait à ce que le CCFL fournisse au CCSCH des orientations ciblées et explicites sur la manière dont les textes existants du CCFL — lorsqu'ils sont interprétés de manière cohérente et faisant autorité — abordent les questions de fraude, d'étiquetage approprié de l'origine, ainsi que les intérêts des consommateurs et des producteurs en matière d'allégations. Compte tenu de ces éléments, les présidents et coprésidents du GTE estiment que ces clarifications et points d'accord constituent une base utile pour résoudre les questions susmentionnées et devraient être dûment pris en considération, comme le détaillent les conclusions 1 à 9 ci-dessous.
- 1) Le CCFL est l'organe subsidiaire de la CAC créé pour élaborer des normes et des textes connexes sur l'étiquetage des aliments. Il est bien placé pour aider les comités de produits à comprendre l'étiquetage des aliments en général, y compris les dispositions horizontales d'étiquetage des textes du CCFL qui s'appliquent à tous les aliments. Le CCSCH et d'autres comités de produits ont la possibilité de renvoyer les questions nécessitant une contribution en matière d'étiquetage au CCFL pour obtenir une réponse dès le début du processus, afin d'éclairer l'élaboration des dispositions en matière d'étiquetage avant de demander leur confirmation. Si nécessaire, d'autres moyens permettant au CCFL de fournir des orientations aux comités de produits pourraient également être explorés, tels que des ateliers organisés en parallèle des sessions.
- 2) Toutes les informations d'étiquetage, qu'elles soient obligatoires ou volontaires, sont assujetties aux principes généraux énoncés à la section 3 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985), qui interdit toute étiquette fausse, trompeuse ou mensongère. Cette disposition générale s'applique également aux indications obligatoires relatives au pays d'origine. Lorsque ces principes généraux sont lus conjointement avec les exigences de la *GSLPF* (CXS 1-1985) concernant le pays d'origine et les dispositions d'étiquetage propres aux produits, il apparaît clairement que toute déclaration fausse, trompeuse ou mensongère liée au pays d'origine est prohibée par les textes existants du Codex. Un exemple de déclaration inadmissible au regard de ces dispositions serait de présenter le pays d'emballage comme pays d'origine d'un aliment lorsque ce dernier est importé dans sa forme prête à la consommation depuis le pays producteur, sans qu'aucune transformation ou étape de production supplémentaire n'ait lieu dans le pays de conditionnement.
- 3) La section 4.5.2 du *GSLPF* (CXS 1-1985) stipule :
« Lorsqu'une denrée alimentaire subit dans un deuxième pays une transformation qui en change la nature, le pays où cette transformation est effectuée doit être considéré comme étant le pays d'origine aux fins de l'étiquetage. »
 Lorsqu'on examine l'étiquetage des denrées alimentaires, il est donc essentiel de déterminer à quel moment l'aliment acquiert la forme sous laquelle il est conditionné, emballé et commercialisé auprès des consommateurs, car c'est cette étape qui détermine le pays d'origine aux fins de l'étiquetage. Le CCFL ne dispose pas toujours de l'expertise technique nécessaire pour évaluer les procédés spécifiques appliqués à certains produits, ni pour déterminer si ces procédés entraînent ou non un changement de nature. Toutefois, de manière générale, lorsqu'un procédé aboutit à un aliment nouveau et distinct portant un nouveau nom — tel que décrit à la section 4.1 du *GSLPF* — cela indique probablement un changement de nature. À l'inverse, lorsqu'un procédé ne produit pas un aliment nouveau et différent, il n'est généralement pas considéré comme un changement de nature.

De nombreuses informations recueillies par le biais de la CL et du GTE ont permis de clarifier si certaines étapes de transformation entraînent un changement de nature. Par exemple, l'emballage, le tri et le classement ne sont pas considérés comme modifiant la nature d'un aliment. Ces précisions peuvent être utiles au CCSCH pour l'examen futur des dispositions d'étiquetage.

- 4) Lorsque le pays de récolte et le pays d'origine d'une épice sont identiques, une seule mention d'origine suffit. Cette approche permet d'éviter les redondances, de prévenir les risques de confusion et de réduire la charge imposée à l'industrie. Le safran séché constitue un exemple fourni par les membres du GTE : pour ce produit, le pays de récolte et le pays d'origine coïncident. Dans de tels cas, l'indication du pays de récolte est suffisante pour satisfaire à l'exigence obligatoire d'étiquetage du pays d'origine.
- 5) Lorsque le pays d'origine et le pays de récolte d'une épice ou d'une herbe aromatique sont différents, le pays d'origine est le pays dans lequel le changement de nature s'est produit.

Parmi les exemples d'épices et d'herbes culinaires pour lesquelles le pays de récolte diffère du pays d'origine, on peut citer les gousses de vanille qui sont récoltées dans un pays, puis transformées dans un autre pour produire de l'extrait de vanille. L'extrait constitue un aliment nouveau et distinct, qui n'est pas couvert par les normes du CCSCH. Un autre exemple est le mélange d'épices pour paella, composé notamment de poudre d'ail et de safran séché : ce mélange devient un aliment nouveau pouvant être transformé dans un pays différent de ceux où les épices individuelles ont été récoltées.

Dans ces situations, le pays d'origine aux fins de l'étiquetage correspond au pays où la transformation a donné lieu au produit final. Les dispositions du GSLPF (CXS 1-1985) s'appliquent clairement à ces cas, lesquels ne concernent pas des denrées couvertes par les normes du CCSCH.

- 6) Le terme « pays de récolte » est généralement compris comme étant le pays où une épice ou une herbe culinaire est cultivée et récoltée. Étant donné que le terme « récolte » est déjà défini dans le glossaire des termes du CCSCH comme « l'acte ou le processus de collecte des récoltes agricoles » et qu'il a été utilisé dans plusieurs textes du CCSCH, l'élaboration d'une définition du terme « pays de récolte » pourrait présenter un intérêt limité. Bien que cela n'entrave en rien la résolution des problèmes, il convient de se demander si cela constitue la meilleure utilisation des ressources du Codex et des membres. Le problème fondamental n'est pas la compréhension du terme, mais plutôt les implications pour l'étiquetage lorsque le pays d'origine et le pays de récolte sont identiques, et lorsqu'ils ne le sont pas.
- 7) Il existe, dans le commerce international, des produits constitués d'un seul type d'épice ou d'herbe culinaire provenant de plusieurs origines et emballés ensemble. Par exemple, un paquet de safran séché peut contenir à la fois du safran provenant d'Iran et du safran provenant d'Inde. Cela peut se produire lorsque des épices sont exportées, dans des contenants non destinés à la vente au détail, depuis les pays où elles ont été récoltées et séchées vers un autre pays qui les mélange et les emballe ensemble avant l'étiquetage. Cette situation peut également se produire lorsqu'un pays producteur importe une épice dans des contenants non destinés au détail, la mélange avec sa propre production, puis la conditionne conjointement. Dans ces cas, les épices ou herbes culinaires contenues dans l'emballage proviennent de plusieurs pays d'origine, et leur simple conditionnement ensemble ne modifie pas leur nature.

Elles demeurent donc couvertes par les normes du CCSCH. Les dispositions générales existantes de la *GSLPF* (CXS 1-1985), bien qu'elles ne précisent pas explicitement la manière d'étiqueter un mélange d'un même aliment provenant de plusieurs origines, n'empêchent pas d'indiquer plusieurs pays d'origine lorsque cela reflète fidèlement la situation.

- 8) De manière générale, des déclarations ou allégations volontaires peuvent figurer sur l'étiquette des denrées alimentaires, pourvu qu'elles ne soient ni fausses ni trompeuses. Dans tous les cas, ces déclarations volontaires demeurent assujetties aux textes du CCFL applicables à toutes les denrées alimentaires, y compris les principes généraux de la section 3 de la *GSLPF* (CXS 1-1985), qui interdisent tout étiquetage faux ou trompeur ; et les *Directives générales concernant les allégations* (CXG 1-1979), qui fournissent des orientations supplémentaires encadrant l'usage de telles allégations. La possibilité de fournir des déclarations volontaires — par exemple une indication volontaire du pays de récolte — peut être mentionnée dans les normes du Codex, mais il n'est pas nécessaire de la préciser explicitement pour que de telles informations puissent être fournies, dès lors qu'elles respectent les exigences générales.
- 9) Les dispositions en matière d'étiquetage établies par le Codex visent principalement à répondre aux enjeux de santé et de sécurité alimentaires ainsi qu'à soutenir des pratiques commerciales loyales. Le Codex n'impose pas d'exigences d'étiquetage visant à promouvoir des denrées alimentaires ou à conférer un avantage concurrentiel aux exploitants du secteur alimentaire ou aux pays producteurs. Les intérêts

liés à la mise en valeur de produits en fonction du pays de production, de caractéristiques régionales ou d'autres attributs ne relèvent donc pas du mandat du CCFL. Les membres souhaitant utiliser l'étiquetage à des fins promotionnelles sont encouragés à recourir à l'étiquetage volontaire, conforme aux exigences générales applicables en matière d'étiquetage. Ils peuvent également explorer d'autres mécanismes extérieurs au CCFL, tels que les indications géographiques, qui offrent des outils reconnus pour valoriser des denrées alimentaires originaires de régions spécifiques.

Pour considération par le CCFL:

53. Pour rappel, les objectifs de ce groupe de travail électronique étaient d'examiner les informations issues des réponses à la lettre circulaire ainsi que des débats menés au sein du CCSH, du CCFL et de la CAC47 afin de:
- d'examiner des **solutions potentielles** qui tiennent compte des points de vue des membres concernant l'indication du pays de récolte en plus de la déclaration obligatoire du pays d'origine sur l'étiquetage des épices, notamment pour des produits comme le safran et la vanille;
 - d'explorer les options relatives à la **définition du pays de récolte** et de clarifier en quoi celle-ci se distingue de la notion de pays d'origine;
 - de déterminer si des **clarifications supplémentaires sont nécessaires** quant à l'application des dispositions d'étiquetage.
54. À la suite de la consultation menée par la CL et du travail du GTE, les présidents et coprésidents invitent donc CCFL à examiner les points suivants afin de répondre aux objectifs du GTE. Il convient de noter que cette recommandation, ainsi que les éléments connexes proposés pour examen, ne portent pas spécifiquement sur l'étiquetage obligatoire ou volontaire du pays de récolte, domaine pour lequel aucun consensus n'a pu être établi et qui ne constituait pas l'objectif du GTE.

RECOMMANDATION:

55. Il y a eu de nombreux échanges entre le CCSCH et le CCFL concernant la confirmation des dispositions d'étiquetage, échanges qui auraient pu être simplifiés si le CCSCH avait disposé d'une explication complète des textes horizontaux sur l'étiquetage et des considérations qui y sont liées. Cela explique en partie pourquoi la confirmation des dispositions d'étiquetage dans les normes du CCSCH n'a pas toujours été simple.
56. Grâce aux consultations menées dans le cadre de la CL et du GTE, le CCFL a pu cerner les principaux enjeux d'étiquetage soulevés au cours de ces discussions, tels que décrits au paragraphe 52 dans les neuf conclusions. Ces conclusions reconnaissent la complexité des questions relatives au pays d'origine et au pays de récolte, tout en fournissant des orientations claires pour l'étiquetage propre à certains produits. Elles permettent également l'application d'autres textes du Codex portant sur la fraude, la traçabilité ainsi que sur les échanges à l'importation et à l'exportation. Si le CCFL communique ces renseignements pertinents au CCSCH, ce dernier pourra alors les utiliser pour examiner et, au besoin, actualiser toute disposition nécessitant la confirmation du CCFL.
57. Compte tenu de ce qui précède, CCFL49 est invité à:
- a. Envisager de transmettre au CCSCH les conclusions 1 à 9, lesquelles exposent les principes essentiels à considérer pour déterminer l'étiquetage relatif à l'origine propre à certains produits.
 - b. Étudier la possibilité d'organiser un atelier ou une session parallèle au CCSCH portant sur les textes d'étiquetage relevant du CCFL, y compris les conclusions 1 à 9.
 - c. Compte tenu de la conclusion 3, examiner si les informations fournies offrent des indications suffisantes pour déterminer ce qui constitue un « changement de nature » d'une denrée alimentaire et, par conséquent, le pays d'origine à indiquer pour l'étiquetage.
 - d. À la lumière de la conclusion 6, qui résume la compréhension des membres du GTE quant à la signification du terme « pays de récolte », conclure que, si une définition du pays de récolte devait être élaborée, le CCFL ne serait pas l'organe du Codex approprié pour ce faire.
 - e. Compte tenu de la conclusion 7, envisager de lancer des travaux visant à clarifier l'étiquetage des mélanges d'une même épice provenant de plusieurs origines. Un membre intéressé pourrait soumettre une proposition dans le cadre du point de l'ordre du jour portant sur les nouveaux travaux.

- f. Évaluer si les informations recueillies par le groupe de travail électronique peuvent être utilisées pour finaliser les dispositions de la section 8.2 de la norme relative aux parties florales séchées – safran (CXS 351-2022), et, le cas échéant, fournir des propositions de texte spécifiques.
-

ANNEXE I**RÉSUMÉ DES RÉPONSES À LA LETTRE CL 2025/07-FL: DEMANDE D'INFORMATIONS SUR L'UTILISATION DE LA MENTION «PAYS DE RÉCOLTE» DANS L'ÉTIQUETAGE DES ÉPICES****Principales questions soulevées dans les réponses à la lettre CL 2025/07-FL:**

Des informations détaillées ont été recueillies sur un large éventail d'éléments liés à cette question. De façon générale, un large consensus s'est dégagé quant à l'importance de la transparence, de la traçabilité, de la prévention de la fraude, de l'information adéquate des consommateurs, de l'exactitude de l'étiquetage et de la cohérence avec la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985).

Les membres et observateurs ont généralement convenu que le pays de récolte désigne le lieu où l'épice a été cultivée et récoltée, tandis que le pays d'origine, aux fins de l'étiquetage, dépend du fait que la transformation effectuée dans un deuxième pays modifie ou non la nature de l'aliment. Toutefois, les avis divergeaient quant aux types de processus qui entraînent effectivement un changement de nature. La plupart des répondants ont estimé que des opérations telles que le tri, le classement et l'emballage ne modifient pas la nature des épices, ce qui signifie que le pays d'origine demeure le même que le pays de récolte, même si l'emballage est réalisé dans un autre pays. À l'inverse, il existait un consensus général pour considérer que des procédés tels que l'extraction, la fermentation, l'ajout d'ingrédients pour produire des extraits ou des sirops de vanille, ainsi que le mélange de différentes épices pour produire des mélanges, constituent des transformations substantielles — des changements de nature — donnant lieu à de nouveaux produits qui ne relèvent plus des normes du CCSC. En revanche, certains procédés comme le broyage ont suscité des avis partagés quant à savoir s'ils entraînent ou non un changement de nature du produit.

De nombreux répondants ont souligné que les interprétations et points de vue divergents concernant les procédés susceptibles de modifier la nature des denrées alimentaires — et donc leur pays d'origine aux fins de l'étiquetage — entraînent une application incohérente de l'exigence relative au pays d'origine. Les répondants ont indiqué que l'étiquetage trompeur de l'origine survient fréquemment lorsque des épices subissent un traitement minimal dans un second pays, puis sont étiquetées comme provenant de ce pays. D'autres exemples de pratiques frauduleuses ou trompeuses mentionnés incluent le mélange d'épices provenant de plusieurs origines sans mention de toutes ces origines sur l'étiquette; l'exploitation des routes commerciales ou des codes douaniers pour contourner les exigences d'origine; l'utilisation d'allégations vagues ou trompeuses; la substitution d'épices de grande valeur par des produits de moindre qualité ou des alternatives synthétiques. Les membres ont noté que ces pratiques induisent les consommateurs en erreur, nuisent aux producteurs légitimes et créent des conditions de concurrence déloyale. Les déclarations frauduleuses sur l'origine sont particulièrement fréquentes pour les épices de grande valeur, telles que le safran et la vanille, en tirant parti des préférences des consommateurs pour certaines origines réputées.

La détection de ces fraudes demeure difficile en raison du coût élevé des analyses, de la complexité des chaînes d'approvisionnement, de l'absence de méthodes validées et de capacités de surveillance limitées. Les activités d'inspection et de contrôle reposent principalement sur des documents comme les certificats d'origine, les registres douaniers et les factures, ainsi que sur des contrôles de traçabilité, des inspections physiques et, à l'occasion, des analyses en laboratoire. De nombreuses autorités ont également signalé disposer de ressources limitées pour effectuer des vérifications approfondies, notamment en ce qui concerne les ventes en ligne.

De nombreuses préoccupations ont été exprimées au sujet de l'instauration d'un étiquetage obligatoire du pays de récolte. Une majorité de répondants considèrent que la norme CXS 1-1985 fournit déjà des orientations suffisantes par le biais des dispositions relatives au pays d'origine, fondées sur le principe de la transformation substantielle. Selon eux, rendre obligatoire l'indication du pays de récolte serait redondant, risquerait de créer de la confusion et serait incompatible avec les principes du Codex. Les répondants ont également souligné que l'obligation d'indiquer le pays de récolte pourrait créer un précédent menant à des exigences d'étiquetage supplémentaires et inutiles; accroître les coûts de conformité pour l'industrie; engendrer des obstacles au commerce; ne pas résoudre la problématique fondamentale des déclarations frauduleuses d'origine. Il a également été noté que, dans de nombreux cas — notamment pour les épices couvertes par les normes du CCSC — le pays de récolte et le pays d'origine sont identiques, ce qui limiterait la valeur ajoutée pour les consommateurs. Parmi les impacts négatifs mentionnés figuraient également: une

augmentation des coûts et de la complexité opérationnelle; un risque accru de confusion pour les consommateurs; des perturbations potentielles des échanges commerciaux; un risque d'amplification de la fraude si les allégations du pays de récolte ne peuvent pas être vérifiées; la crainte que des modifications fréquentes de l'étiquetage ne génèrent des déchets supplémentaires et des effets environnementaux négatifs.

Certains répondants se sont déclarés favorables à l'étiquetage obligatoire du pays de récolte, estimant qu'il renforcerait la transparence, la traçabilité, l'authenticité, les conditions de concurrence loyale et la prévention de la fraude. Ils ont également mentionné que cela pourrait contribuer à la préservation du patrimoine culturel et au soutien des économies locales. Ce point a été particulièrement souligné pour la vanille, dont les méthodes de transformation post-récolte varient d'un pays à l'autre et influencent de manière notable sa qualité, la rendant unique selon son origine.

De nombreux répondants ont exprimé leur appui à un étiquetage volontaire du pays de récolte, en particulier pour les épices de grande valeur, y voyant davantage un outil de mise en marché qu'une exigence réglementaire.

Certains répondants ont également rappelé l'existence de textes du CCFICS qui soutiennent la prévention de la fraude, facilitent le commerce et appuient les autorités de contrôle. Ils ont notamment cité: le projet de Directives sur la prévention et le contrôle de la fraude alimentaire (actuellement en développement); les *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CXG 47-2003); les *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006), actuellement en cours de révision.

ANNEXE II**LISTE DES PARTICIPANTS AU GTE**

Pays	ONG / Organisations observatrices
Australie	FoodDrinkEurope
Belgique	Industrie alimentaire Asie
Brésil	Organisation internationale du commerce des épices
Canada	Confédération de l'industrie indienne
Chine	Autorité hellénique pour l'alimentation (EFET)
Costa Rica	
Égypte	
Grèce	
Union européenne	
Ghana	
Inde	
Indonésie	
Iran	
Italie	
Japon	
Madagascar	
Nouvelle-Zélande	
République de Corée	
Arabie saoudite	
Singapour	
Sénégal	
Thaïlande	
Ouganda	
Royaume-Uni	
États-Unis	
Uruguay	